



Procès-verbal
Le jeudi, 16 novembre 2000 - n° 139

10 heures

Président : M. Jean-Pierre Charbonneau

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

TABLE DES MATIÈRES

La séance est ouverte à 10 h 01.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Motions de censure

M. Fournier (Châteauguay) propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement du Parti québécois et, plus particulièrement, sa ministre de la santé et des services sociaux pour son manque total de planification et de transparence, notamment en ce qui concerne les ressources financières et les marges de manœuvre dont va disposer le Québec dans les prochaines années en matière de financement des services publics de santé et de services sociaux.

À la suite d'une réunion, M. Bissonnet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion de censure : 20 minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et 20 minutes sont allouées au député indépendant; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes s'ajoutera à celui de l'autre groupe, tandis que le temps non utilisé par le député indépendant pourra être redistribué entre les groupes parlementaires, et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Fournier.

À 12 heures, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

16 novembre 2000

La séance reprend à 14 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Bouchard, premier ministre, dépose :

Le rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1493-20001116)

M. Landry, ministre d'État à l'Économie et aux Finances, dépose :

Le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1494-20001116)

Mme Marois, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1495-20001116)

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1496-20001116)

16 novembre 2000

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000, d'examen des plaintes des Régies régionales et des établissements du réseau de la santé et des services sociaux suivantes :

— Laurentides (Dépôt n° 1497-20001116)

— Outaouais; (Dépôt n° 1498-20001116)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000, des Régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes :

— Bas-Saint-Laurent (Dépôt n° 1499-20001116)

— Outaouais (Dépôt n° 1500-20001116)

M. Brassard, leader du gouvernement, propose :

QUE, conformément à l'article 392 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, le rapport annuel 1999-2000 des Régies régionales de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent et de l'Outaouais soient déferés à la Commission des affaires sociales pour étude;

QUE la ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Cette motion est adoptée.

Mme Harel, ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, dépose :

Le rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1501-20001116)

M. Legault, ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, dépose :

Le rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1502-20001116)

16 novembre 2000

Le rapport annuel du Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement (CAPFE), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2000.

(Dépôt n° 1503-20001116)

Le rapport annuel du Comité d'évaluation des ressources didactiques (CERD), pour l'exercice financier terminé le 30 juin 2000.

(Dépôt n° 1504-20001116)

Mme Lemieux, ministre d'État au Travail et à l'Emploi, dépose :

Le rapport annuel de la Commission des lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1505-20001116)

Le rapport annuel de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 juillet 2000.

(Dépôt n° 1506-20001116)

M. Simard, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, dépose :

Le rapport annuel du Conseil des relations interculturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1999.

(Dépôt n° 1507-20001116)

Mme Goupil, ministre de la Justice, dépose :

Les rapports annuels des ordres professionnels suivants, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000 :

— Ordre des acupuncteurs du Québec (Dépôt n° 1508-20001116)

— Collège des médecins du Québec (Dépôt n° 1509-20001116)

M. Facal, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, dépose :

16 novembre 2000

Le rapport annuel du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1510-20001116)

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1511-20001116)

Mme Maltais, ministre de la Culture et des Communications, dépose :

Le rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1512-20001116)

Le rapport annuel du Conseil des arts et des lettres du Québec et une annexe, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1513-20001116)

M. Rochon, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

(Dépôt n° 1514-20001116)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), à titre de présidente, dépose les rapports de la Commission des affaires sociales qui, le 18 octobre 2000, :

— a procédé à l'étude des rapports annuels 1997-1998 et 1998-1999 et à l'audition des Régies régionales de la santé et des services sociaux :

– de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

(Dépôt n° 1515-20001116)

16 novembre 2000

— et du Bas-Saint-Laurent.

(Dépôt n° 1516-20001116)

— a procédé à l'étude du rapport annuel 1998-1999 et à l'audition de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord.

(Dépôt n° 1517-20001116)

Mme Vermette (Marie-Victorin), à titre de présidente, dépose les rapports de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, :

— le 9 novembre 2000, a procédé à l'élection de sa présidente.

(Dépôt n° 1518-20001116)

— les 14 et 15 novembre 2000, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 144, Loi sur La Financière agricole du Québec.

(Dépôt n° 1519-20001116)

M. Rioux (Matane), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 24 octobre et le 15 novembre 2000, a procédé à l'étude du rapport annuel 1999-2000 de la Commission d'accès à l'information.

(Dépôt n° 1520-20001116)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, sont déposés deux extraits de pétition concernant le sous-financement du Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) de Beauce :

— le premier, extrait d'une pétition signée par 5 288 citoyens et citoyennes du comté de Beauce-Nord, par M. Poulin (Beauce-Nord);

(Dépôt n° 1521-20001116)

16 novembre 2000

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 3 284 citoyens et citoyennes du comté de Beauce-Sud, par Mme Leblanc (Beauce-Sud).
(Dépôt n° 1522-20001116)
-

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 63 et 64 du Règlement, M. Boulianne (Frontenac) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 18 604 résidants du territoire de la MRC de l'Amiante, concernant le sous-financement du Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) de l'Amiante.

(Dépôt n° 1523-20001116)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Cholette (Hull) retire certains propos non parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Dumont (Rivière-du-Loup) dépose :

Copie d'une note de service, en date du 22 septembre 2000, envoyée aux directeurs adjoints de l'Établissement de détention de Québec, par Mme Lyne Desroches, directrice des services à la clientèle à la direction générale des Services correctionnels dudit Établissement, concernant l'utilisation de la salle OASIS comme secteur de résidence.

(Dépôt n° 1524-20001116)

Motions sans préavis

M. Paradis, leader de l'opposition officielle, propose :

QUE l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille de Gérard Shanks, député libéral dans la circonscription de Saint-Henri, de 1970 à 1976.

16 novembre 2000

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. le Président invite ensuite l'Assemblée à observer une minute de silence.

M. G. Baril, ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse, propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale de la prévention de la toxicomanie qui se tient du 12 au 18 novembre 2000.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Jolivet, ministre des Régions, propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne les 10 ans de Place aux jeunes du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Simard, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne le 16 novembre, Journée internationale de la tolérance.

16 novembre 2000

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Brassard, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'aménagement du territoire, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 150, Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal.

M. le Président donne les avis suivants :

- la Commission de l'administration publique se réunira afin d'entendre le sous-ministre de la Solidarité sociale concernant l'implantation d'Emploi-Québec, puis afin de préparer l'audition du même sous-ministre concernant le suivi relatif au Fonds de lutte contre la pauvreté;
- la Commission des institutions se réunira en séance de travail afin de préparer son rapport en regard de son mandat sur la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 24 novembre 2000, M. Mulcair (Chomedey) s'adressera à M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant : « Le mandat donné à la police de Laval concernant l'enquête sur l'effondrement du viaduc sur l'autoroute 15 ».

AFFAIRES DU JOUR

16 novembre 2000

Affaires prioritaires

Motions de censure

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Fournier (Châteauguay) proposant :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement du Parti québécois et, plus particulièrement, sa ministre de la santé et des services sociaux pour son manque total de planification et de transparence, notamment en ce qui concerne les ressources financières et les marges de manœuvre dont va disposer le Québec dans les prochaines années en matière de financement des services publics de santé et de services sociaux.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient trois débats de fin de séance :

- le premier, sur une question adressée, à la séance du mercredi 15 novembre 2000, par M. Gautrin (Verdun) à M. Rochon, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, concernant la recherche sur la paralysie cérébrale;
- le deuxième, sur une question adressée, à la séance du mercredi 15 novembre 2000, par M. Marcoux (Vaudreuil) à M. Rochon, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, au nom de M. Legault, ministre de l'Éducation, concernant la réforme de l'éducation;
- le troisième, sur une question adressée par Mme Leblanc (Beauce-Sud) à Mme Marois, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant les CHSLD de la Beauce et de l'Amiante.

16 novembre 2000

À 18 h 33, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 21 novembre 2000, à 10 heures.

Le président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU